

Bulletin
FLASH
Édition 2014

Revenu disponible

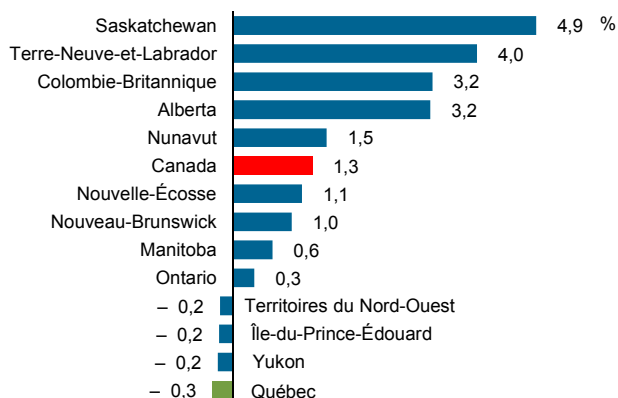
Le revenu disponible est un agrégat du secteur des ménages du Système de comptabilité nationale canadien qui permet de mieux saisir l'évolution économique d'un territoire. Il correspond à la somme de tous les revenus reçus par les ménages canadiens résidant dans un territoire donné moins les transferts courants versés par ceux-ci à certains secteurs institutionnels, dont les administrations publiques. Plus précisément, il se compose de la rémunération des salariés, du revenu net des entreprises individuelles, du revenu des loyers des ménages et du revenu net de la propriété. À cela s'ajoutent les transferts courants que reçoivent les ménages des non-résidents, des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) ainsi que des administrations publiques comme les prestations d'assurance-emploi, de la Sécurité de la vieillesse et de l'aide sociale moins les transferts courants que les ménages versent aux non-résidents, aux ISBLSM (les dons) ainsi qu'aux administrations publiques, tels que les impôts sur le revenu et les cotisations aux régimes de l'assurance sociale. Le revenu disponible représente donc la part du revenu qui reste à la disposition des ménages pour la consommation finale de biens et de services ainsi que pour l'épargne.

Le pouvoir d'achat des Québécois a baissé en 2013

Selon les données provisoires les plus récentes, le revenu disponible par habitant a progressé au Québec, en dollars courants, de 0,9 % en 2013. Dans le même temps, l'indice des prix des dépenses de consommation finale des ménages a augmenté encore plus rapidement, soit de 1,2 %. Ce qui signifie que le pouvoir d'achat des Québécois, mesuré par le revenu réel disponible par habitant, a diminué en 2013 de 0,3 %, une première depuis 1996. Le revenu disponible, exprimé en termes réels, baisse en raison notamment du fait que les impôts directs et les cotisations aux régimes d'assurance sociale progressent plus rapidement que les transferts gouvernementaux et le revenu primaire, cette dernière catégorie de revenus est composée essentiellement des salaires, des revenus de placement et des revenus nets des entreprises individuelles.

Contrairement au Québec, le revenu disponible par habitant au Canada continue d'augmenter en termes réels. Il a progressé de 1,3 % en 2013, faisant suite à une croissance de 1,6 % enregistrée un an plus tôt. Il faut d'ailleurs remonter en 2009, pour voir le Québec afficher une hausse réelle supérieure à la moyenne canadienne.

Figure 1
Taux de croissance du revenu disponible par habitant, en termes réels, provinces, territoires et Canada, 2013/2012

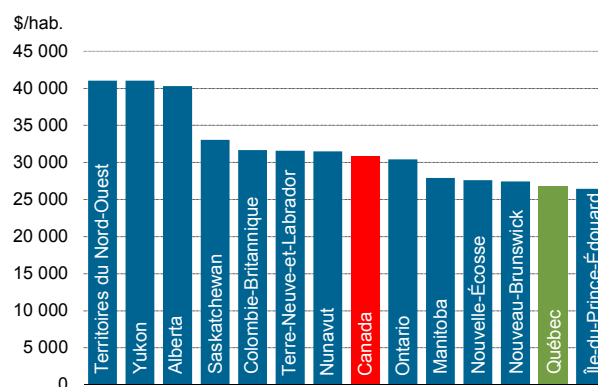


Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux.

Outre le Québec, trois autres provinces et territoires canadiens accusent un repli de leur revenu disponible par habitant en termes réels, à savoir le Yukon, l'Île-du-Prince-Édouard et les Territoires du Nord-Ouest. En revanche, avec un bond de 4,9 %, la Saskatchewan connaît la plus forte progression au pays en 2013, stimulée par la bonne performance de son secteur agricole. Grâce à cette croissance vigoureuse, le revenu disponible de la Saskatchewan atteint 33 050 \$ par habitant, ce qui la place au quatrième rang des provinces et territoires canadiens.

Ce sont les Territoires du Nord-Ouest (41 035 \$) qui affichent le revenu disponible par habitant le plus élevé au pays. Ils devancent tout juste, pour une deuxième année consécutive, le Yukon (41 030 \$). Outre ces deux dernières juridictions, quatre provinces et un territoire présentent un revenu disponible supérieur à la moyenne canadienne, dont l'Alberta (40 303 \$) et la Colombie-Britannique (31 647 \$). Le Québec, quant à lui, avec un revenu disponible de 26 774 \$ par habitant, se classe, pour une troisième année de suite, au douzième et avant-dernier rang parmi les provinces et les territoires. Seule l'Île-du-Prince-Édouard fait moins bonne figure avec un revenu disponible de 26 439 \$.

Figure 2
Revenu disponible par habitant, en dollars courants, provinces, territoires et Canada, 2013



Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux.

L'écart entre le Québec et le Canada se creuse

Depuis la récession de 2009, la différence au chapitre du revenu disponible par habitant entre le Québec et le Canada ne cesse de s'accroître. Il est passé de 2 777 \$ par habitant en 2009 à 3 972 \$ par habitant en 2013. Cette situation s'explique essentiellement par le fait que la rémunération des salariés et le revenu mixte net ont progressé plus lentement au Québec. Il faut dire que durant cette période, il s'est créé davantage d'emploi à temps plein au Canada que dans la province.

Tableau 1
Comparaison du revenu disponible et ses composantes par habitant, en dollars courants, Québec et Canada, 2013

	Québec	Canada	Écart de revenu
	\$ / hab.		
Rémunération des salariés	23 972	27 256	- 3 284
Revenu mixte net	3 582	4 699	- 1 117
Revenu net de la propriété	2 854	3 234	- 380
Égal :			
Revenu primaire	30 408	35 189	- 4 781
Plus :			
Transferts reçus	5 931	5 194	737
Des ISBLSM	102	121	- 19
Des administrations publiques	5 767	5 012	755
Des non-résidents	62	62	0
Moins :			
Transferts payés	9 565	9 637	- 72
Aux ISBLSM	369	436	- 67
Aux administrations publiques	9 077	9 081	- 4
Aux non-résidents	120	120	- 0
Égal :			
Revenu disponible	26 774	30 746	- 3 972

Sources : Institut de la statistique du Québec.
Statistique Canada, *Comptes économiques provinciaux et territoriaux*.

L'écart de revenu est encore plus marqué lorsque l'on tient compte uniquement du revenu primaire par habitant, soit les revenus que tirent les ménages de leur contribution à l'activité économique (aussi appelé revenu de marché). En 2013, le revenu primaire atteignait 30 408 \$ par habitant au Québec, tandis qu'au Canada il s'élevait à 35 189 \$, soit une différence de plus de 4 700 \$. Le retard historique du Québec au chapitre du revenu primaire s'explique en bonne partie par le fait que le taux d'emploi et le salaire hebdomadaire moyen des employés ont toujours été sous la moyenne canadienne. Tant au Québec qu'au Canada, le revenu primaire représente plus des trois quarts du revenu total des ménages.

L'intervention des différents paliers de gouvernement par le biais des transferts sociaux (aide sociale, prestations d'assurance-emploi, rentes de retraite, crédits d'impôt remboursables, etc.) vient réduire cependant l'écart entre le Québec et le Canada en ce qui concerne le revenu disponible, et ce, même si le poids des impôts, des cotisations et des autres transferts des ménages vers les administrations publiques est plus important dans la province : la part du revenu brut des ménages consacré à l'impôt direct et les autres transferts s'établit à 24,1 % au Québec comparativement à 21,6 % au Canada. Bien que les ménages québécois paient, en proportion, davantage en impôt, ces derniers reçoivent plus en transferts des différents paliers de gouvernement que les ménages canadiens. En 2013, les transferts gouvernementaux s'élevaient à 5 767 \$ par habitant au Québec, tandis que la moyenne canadienne se situait à 5 012 \$. En raison d'un taux de chômage plus élevé, les ménages québécois ont davantage recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. Qui plus est, le Québec reçoit en prestations de la Sécurité de la vieillesse davantage que la moyenne canadienne, étant donné que sa population y est relativement plus âgée. Les transferts gouvernementaux sont aussi plus élevés au Québec qu'au Canada en raison des différentes mesures d'aide financière destinées aux familles qu'offre l'administration publique québécoise. En somme,

sans l'intervention de l'État sous forme de transferts monétaires aux ménages, la différence de revenu entre les ménages québécois et canadiens serait encore plus grande.

Ralentissement de la croissance dans toutes les régions, sauf en Outaouais

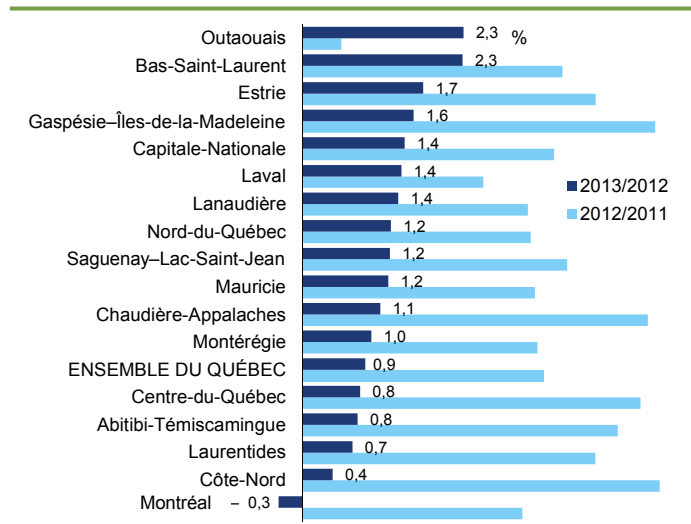
Selon les données provisoires de 2013, la croissance du revenu disponible par habitant, en dollars courants¹, a été plus lente qu'en 2012 dans l'ensemble des régions administratives, à l'exception de l'Outaouais où elle s'est accélérée en raison de la progression plus rapide du revenu net de la propriété, du revenu des loyers et de la rémunération des salariés.

Après avoir connu une accélération au tournant des années 2010 due à l'essor des activités minières, la croissance du revenu disponible par habitant des régions de l'Abitibi-Témiscamingue et de la Côte-Nord semble connaître un certain essoufflement. En effet, après avoir enregistré systématiquement des augmentations de 4,0 % ou plus par année entre 2010 et 2012, ces deux régions riches en ressources minérales affichent en 2013 une croissance du revenu disponible par habitant inférieure à 0,9 %, soit sous la moyenne québécoise. C'est la première fois, depuis 2006, que l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord enregistrent un taux de croissance en deçà de celui observé au Québec. Il faut dire que les investissements miniers sont en net recul en 2013 dans ces deux régions.

Parmi les 17 régions administratives que compte le Québec, seule Montréal subit une diminution du revenu disponible par habitant. Celui-ci a baissé de 0,3 % en regard de 2012. Le fléchissement important du revenu net de la propriété et le ralentissement de la croissance de la rémunération des salariés ont certainement contribué au repli du revenu disponible par habitant à Montréal.

Malgré une croissance relativement faible en 2013, la Côte-Nord continue de présenter, pour une quatrième année consécutive, le revenu disponible le plus élevé parmi les régions administratives : il atteint 28 890 \$ par habitant. Les salaires particulièrement élevés versés dans les secteurs miniers et les services publics sont les principaux facteurs qui expliquent un tel niveau de revenu dans cette région.

Figure 3
Taux de croissance du revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2012/2011 et 2013/2012



Sources : voir le tableau 7.

1. Il n'est pas possible de calculer la croissance du revenu disponible par habitant en termes réels selon les régions administratives, car Statistique Canada ne produit pas d'indice implicite des prix à l'échelle infraprovinciale.

La Montérégie (28 115 \$), l'Abitibi-Témiscamingue (27 997 \$), la Capitale-Nationale (27 954 \$), les Laurentides (27 484 \$), Laval (27 301 \$), Montréal (26 984 \$) et l'Outaouais (26 915 \$) sont les sept autres régions à présenter un revenu disponible au-dessus de la moyenne québécoise (26 774 \$). Dans le cas des cinq premières régions, leur bonne performance est attribuable à la forte activité sur le marché du travail et à une rémunération des salariés parmi les plus élevées du Québec. En ce qui a trait à la région de Montréal, elle se caractérise par un revenu net de la propriété par habitant particulièrement élevé : il s'élève à 3 847 \$ dans la région comparative-ment à 2 854 \$ dans l'ensemble du Québec. Quant à l'Outaouais, les salaires élevés versés par l'administration publique fédérale à ses fonctionnaires, principal employeur de la région, ne sont pas étrangers au fait qu'elle a un revenu disponible par habitant supérieur à la moyenne.

À l'opposé, les régions de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de la Mauricie et du Bas-Saint-Laurent continuent de se situer au bas de l'échelle, avec un revenu disponible par habitant de 23 136 \$, de 23 474 \$ et de 23 497 \$ respectivement. Le faible niveau de revenu dans ces régions s'explique, en grande partie, par un taux d'emploi et un salaire moyen des employés largement plus bas que dans le reste de la province.

Tableau 2
Revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives, 2013

Rang	Région	\$/hab.
1	Côte-Nord	28 890
2	Montérégie	28 115
3	Abitibi-Témiscamingue	27 997
4	Capitale-Nationale	27 954
5	Laurentides	27 484
6	Laval	27 301
7	Montréal	26 984
8	Outaouais	26 915
9	Lanaudière	26 189
10	Nord-du-Québec	25 895
11	Chaudière-Appalaches	25 868
12	Saguenay-Lac-Saint-Jean	25 069
13	Estrie	24 673
14	Centre-du-Québec	24 029
15	Bas-Saint-Laurent	23 497
16	Mauricie	23 474
17	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	23 136

Sources : voir tableau 7.

Transferts gouvernementaux par région

Les résidents de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine sont encore ceux qui reçoivent le plus en transferts courants en provenance des administrations publiques : ils ont reçu plus de 8 600 \$ par habitant en prestations sociales et crédits d'impôt remboursables en 2013. En raison d'un taux de chômage supérieur à celui observé dans l'ensemble du Québec, les habitants de la région ont davantage recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale. De plus, les prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes du Québec sont particulièrement importantes en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, étant donné que la population y est relativement âgée.

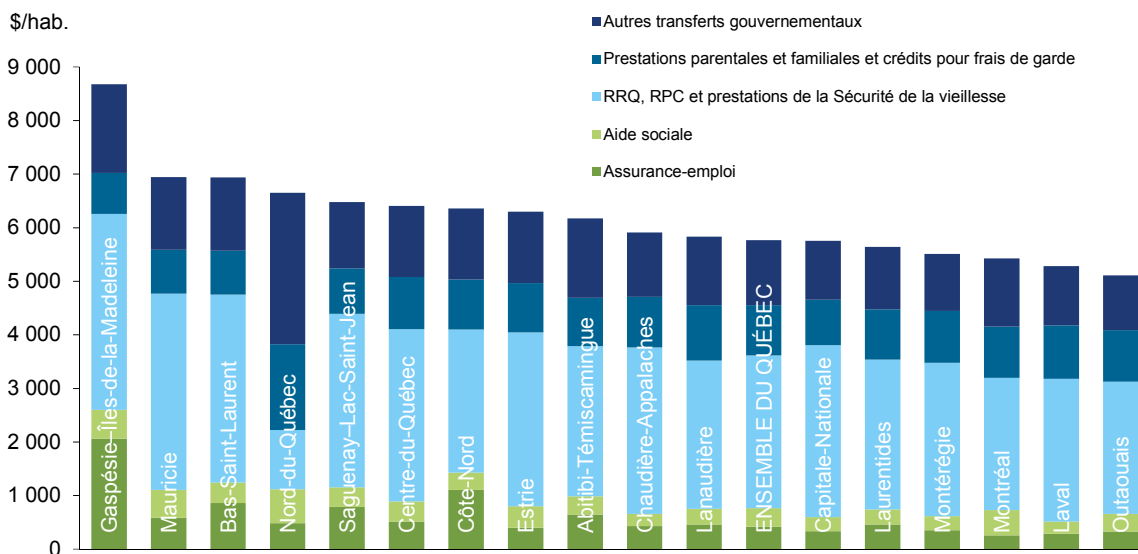
Après la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, les régions de la Mauricie, du Bas-Saint-Laurent et du Nord-du-Québec sont celles qui reçoivent, en moyenne, le plus en transferts des administrations publiques, soit plus de 6 600 \$ par habitant. Contrairement aux trois premières régions, les principaux transferts gouvernementaux que reçoivent les résidents du Nord-du-Québec sont les prestations du Régime québécois d'assurance parentale, du programme Soutien aux enfants, ainsi que les prestations fiscales canadiennes pour enfants, ce qui reflète le taux de fécondité particulièrement élevé dans cette région nordique. Les aides financières accordées

aux autochtones représentent aussi une part importante des revenus de transferts dans le Nord-du-Québec.

À l'autre bout du spectre, les régions de l'Outaouais (5 105 \$) et de Laval (5 278 \$) sont celles qui reçoivent le moins en transferts gouvernementaux. En raison d'un taux d'emploi plus élevé, les résidents de ces régions ont eu moins recours aux prestations d'assurance-emploi et d'aide sociale comparativement à ceux des autres régions. Ces territoires reçoivent également moins en prestations de la Sécurité de la vieillesse et de la Régie des rentes, étant donné que leur population y est relativement jeune.

Figure 4

Transferts gouvernementaux par habitant, en dollars courants, régions administratives et ensemble du Québec, 2013



Sources : voir le tableau 7.

Évolution contrastée dans les MRC

À l'échelle des municipalités régionales de comté (MRC), le revenu disponible par habitant évolue de manière contrastée. En 2013, douze territoires supralocaux subissent une baisse du revenu disponible, dont l'Île-d'Orléans (– 4,3 %), Beauce-Sartigan (– 2,7 %) et Robert-Cliche (– 2,7 %). La baisse dans ces trois MRC situées en périphérie de Québec est attribuable au repli marqué du revenu net de la propriété.

Tableau 3

Les quinze MRC affichant le revenu disponible par habitant le plus élevé en dollars courants, 2013

Rang	MRC	\$/hab.
1	Caniapiscau	40 651
2	La Jacques-Cartier	33 262
3	La Vallée-du-Richelieu	32 352
4	L'Île-d'Orléans	31 519
5	Thérèse-De Blainville	31 417
6	Les Collines-de-l'Outaouais	31 099
7	Sept-Rivières	31 060
8	Marguerite-d'Youville	31 014
9	Jamésie	30 947
10	Les Pays-d'en-Haut	30 720
11	Minganie	29 937
12	La Côte-de-Beaupré	29 830
13	Vaudreuil-Soulanges	29 589
14	Longueuil	29 542
15	Lévis	29 532

Sources : voir le tableau 7.

En revanche, on note que 92 MRC enregistrent une augmentation du revenu disponible par habitant en 2013, dont 72 ont une croissance supérieure à la moyenne québécoise (+ 0,9 %). Avec une augmentation de 4,4 %, la MRC de Coaticook, située dans la région de l'Estrie, est celle qui connaît la hausse la plus prononcée en 2013. Elle est suivie, à cet égard, par la MRC du Témiscouata (+ 3,9 %) dans le Bas-Saint-Laurent et La Côte-de-Beaupré (+ 3,9 %), située dans la Capitale-Nationale. Il importe de signaler que depuis 2008, le revenu disponible de cette dernière MRC, qui jouxte Québec, croît à un rythme sans cesse plus rapide que celui de la province.

Par ailleurs, les cinq MRC de la région de l'Outaouais font bonne figure au chapitre de la croissance du revenu disponible par habitant. En effet, et contrairement à 2012, toutes les MRC de la région connaissent en 2013 un taux de croissance supérieur à celui observé au Québec, particulièrement Pontiac (+ 3,6 %), Papineau (+ 2,7 %) et Gatineau (+ 2,2 %). La hausse dans cette dernière MRC fait contraste avec la légère baisse enregistrée un an plus tôt.

En dépit d'une faible croissance en 2013, la MRC de Caniapiscau, située sur la Côte-Nord et dont l'économie repose largement sur le secteur minier, occupe toujours la tête des territoires supralocaux, grâce à un revenu disponible de 40 651 \$ par habitant. Elle est suivie, de loin, à ce chapitre par La Jacques-Cartier (33 262 \$) et La Vallée-du-Richelieu (32 352 \$). D'ailleurs, comme l'illustre la [carte 1](#), les MRC les plus prospères se concentrent essentiellement dans les régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de Gatineau ainsi que dans les régions administratives de la Côte-Nord et de l'Abitibi-Témiscamingue.

À l'inverse, on constate que les territoires supralocaux qui présentent les revenus disponibles par habitant les plus faibles se concentrent principalement dans la péninsule gaspésienne, au Bas-Saint-Laurent, dans le sud-est de l'Estrie, dans le nord de l'Outaouais, dans le sud-est de la région de Chaudière-Appalaches ainsi qu'en Haute-Mauricie. D'ailleurs, c'est la MRC de La Haute-Gaspésie qui a le revenu disponible par habitant le plus bas de la province, soit 20 011 \$. Outre La Haute-Gaspésie, 74 territoires supralocaux accusent un retard par rapport à la moyenne québécoise.

Régions métropolitaines de recensement (RMR) : hausse marquée à Gatineau et baisse à Montréal

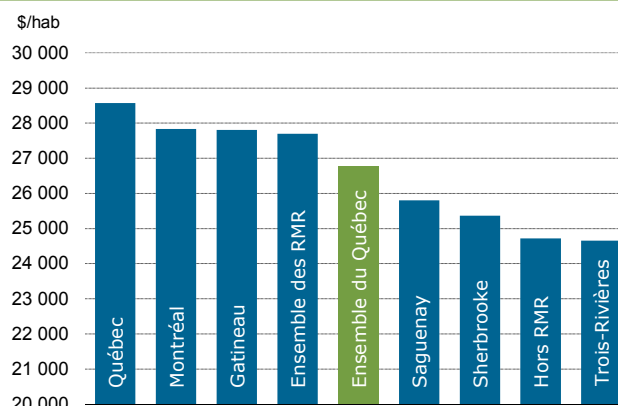
Des six régions métropolitaines que compte le Québec, seule la RMR de Montréal (+ 0,3 %) connaît une hausse du revenu disponible par habitant sous la moyenne provinciale (+ 0,9 %). Le ralentissement de la croissance dans la métropole est attribuable à la baisse du revenu net de la propriété et à la croissance plus lente de la rémunération des salariés.

En 2013, c'est Gatineau qui connaît la plus forte croissance du revenu disponible par habitant, celle-ci atteignant 2,1 %. Ce résultat constitue une amélioration notable par rapport à la croissance anémique enregistrée par cette région métropolitaine un an plus tôt. L'enrichissement des résidents de Gatineau en 2013 s'explique, en bonne partie, par la hausse plus rapide de la rémunération des salariés, du revenu des loyers et du revenu net de la propriété.

Avec un revenu disponible de 28 568 \$ par habitant, Québec arrive en tête des RMR, et ce, pour une troisième année consécutive. Elle est immédiatement suivie par Montréal (27 831 \$) et Gatineau (27 803 \$), seules autres régions métropolitaines à présenter un revenu disponible supérieur à la moyenne provinciale (26 774 \$). À l'opposé, les RMR de Saguenay (25 794 \$), de Sherbrooke (25 357 \$) et de Trois-Rivières (24 652 \$) continuent d'avoir un revenu disponible en deçà de la moyenne québécoise.

Figure 5

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, RMR et ensemble du Québec, 2013

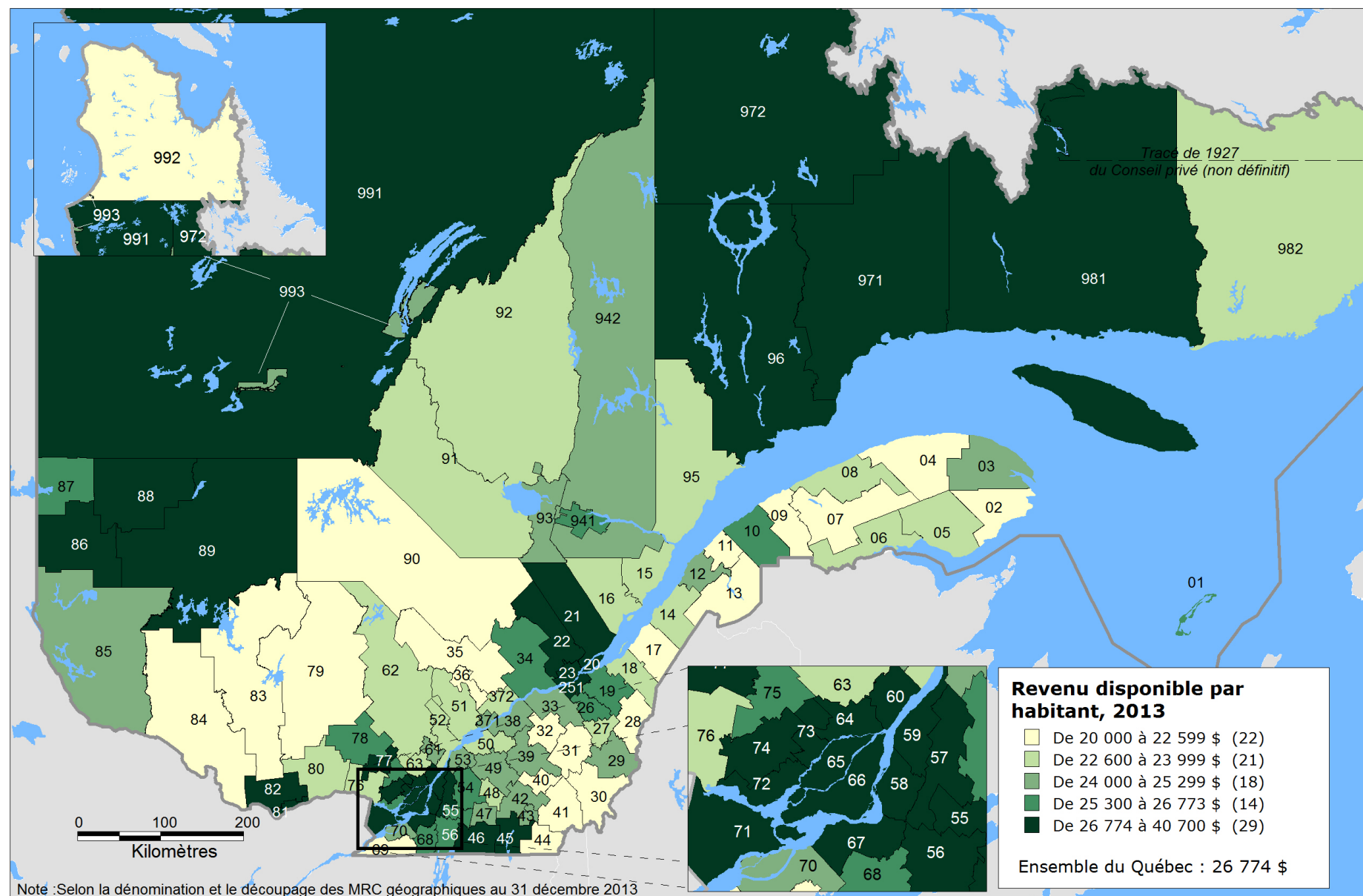


Sources : voir le tableau 8.

D'ailleurs, les résidents de ces trois RMR sont aussi ceux qui reçoivent, en moyenne, le plus en transferts courants des différents paliers de gouvernements. En 2013, ils ont reçu plus de 6 000 \$ en prestations sociales et crédits d'impôt remboursables. En revanche, les résidents de Gatineau (4 736 \$) sont ceux qui reçoivent, en moyenne, le moins en transferts gouvernementaux.

Signalons enfin que le revenu disponible par habitant des régions métropolitaines demeure largement supérieur à celui des zones non métropolitaines. En 2013, il s'établit à 27 695 \$ dans l'ensemble des RMR du Québec, comparativement à une moyenne de 24 712 \$ dans les territoires non métropolitains. Toutefois, les disparités de revenu tendent à s'amenuiser légèrement entre les régions métropolitaines et non métropolitaines au cours des dernières années. À preuve, le revenu disponible par habitant des territoires non métropolitains est passé de 87,7 % de la moyenne des RMR en 2011 à 89,2 % en 2013.

Carte 1
Revenu disponible par habitant en dollars courants, MRC, 2013



Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, Commission de la santé et de la sécurité du travail, Emploi et Développement social Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie, ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Régie des rentes du Québec, Revenu Québec, Secrétariat aux affaires autochtones, Société de l'assurance automobile du Québec, Statistique Canada.

Tableau 4

Composantes du revenu disponible par habitant, en dollars courants, ensemble du Québec, 2009-2013

	2009	2010	2011	2012 ^r	2013 ^p
	\$ / hab.				
Rémunération des salariés	21 411	21 911	22 779	23 614	23 972
Revenu mixte net	3 262	3 333	3 443	3 495	3 582
Revenu agricole net	71	77	71	80	68
Revenu non agricole net	1 744	1 781	1 816	1 796	1 790
Revenu de location des ménages	1 447	1 475	1 556	1 619	1 725
Revenu net de la propriété	2 797	2 764	2 862	2 928	2 854
Égal :					
Revenu primaire	27 470	28 009	29 084	30 038	30 408
Plus :					
Transferts courants reçus	5 426	5 519	5 570	5 813	5 931
Des institutions sans but lucratif au service des ménages	94	102	102	101	102
Des administrations publiques	5 268	5 355	5 408	5 652	5 767
Administration fédérale	2 396	2 433	2 449	2 507	2 528
Allocations familiales et prestations fiscales pour enfant	291	296	294	293	293
Prestation universelle pour la garde d'enfants	74	76	76	76	77
Prestations d'assurance-emploi	516	502	452	437	415
Prestations de la sécurité de la vieillesse	1 211	1 234	1 294	1 363	1 403
Transferts divers et autres	304	325	333	337	341
Administration provinciale	1 603	1 615	1 614	1 733	1 777
Indemnités des accidentés du travail	207	203	202	202	204
Prestations d'assurance parentale	210	215	216	223	234
Aide sociale	356	355	352	348	347
Transferts divers	829	843	844	959	992
Administrations autochtones	21	22	19	14	15
Régime de rentes du Québec et Régime de pensions du Canada	1 248	1 285	1 326	1 397	1 447
Des non-résidents	64	61	60	60	62
Moins :					
Transferts courants	8 259	8 613	8 988	9 312	9 565
Aux institutions sans but lucratif au service des ménages	341	368	370	366	369
Aux administrations publiques	7 803	8 132	8 504	8 832	9 077
Impôts directs des particuliers	5 070	5 217	5 555	5 743	5 876
Cotisations aux régimes d'assurance sociale	2 208	2 358	2 384	2 520	2 611
Autres transferts courants aux administrations publiques	524	557	565	570	589
Aux non-résidents	115	112	114	114	120
Égal :					
Revenu disponible	24 638	24 914	25 666	26 539	26 774

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux.

Tableau 5

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, provinces, territoires et Canada, 2003-2013

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012 ^r	2013 ^p
	\$ / hab.										
Canada	21 712	22 609	23 440	24 977	26 043	27 194	27 415	28 122	29 110	29 964	30 746
Terre-Neuve-et-Labrador	18 162	18 547	19 278	24 870	24 631	24 276	25 648	26 578	28 093	29 908	31 579
Île-du-Prince-Édouard	18 940	19 342	20 012	21 209	22 350	23 457	24 180	24 916	25 354	26 140	26 439
Nouvelle-Écosse	19 852	20 469	21 536	22 562	23 521	24 660	25 272	25 943	27 073	26 976	27 604
Nouveau-Brunswick	18 950	19 734	20 481	21 619	22 675	24 027	24 635	25 501	26 284	26 946	27 431
Québec	20 039	20 723	21 335	22 263	23 479	24 389	24 638	24 914	25 668	26 539	26 774
Ontario	22 826	23 590	24 146	25 438	26 331	27 217	27 849	28 738	29 459	29 905	30 401
Manitoba	19 614	20 393	20 945	22 158	23 438	24 691	24 949	25 314	26 094	27 213	27 900
Saskatchewan	19 148	20 393	21 028	22 558	24 540	27 915	27 331	27 940	29 917	30 963	33 050
Alberta	24 560	26 308	28 537	31 342	32 387	34 246	33 154	34 297	36 325	38 471	40 303
Colombie-Britannique	21 705	22 783	23 727	25 737	26 827	28 099	27 963	28 580	29 626	30 425	31 647
Yukon	27 440	28 422	30 001	31 669	34 493	35 632	35 871	37 374	39 489	40 286	41 030
Territoires du Nord-Ouest	28 947	29 627	31 013	32 401	35 828	37 163	37 289	37 756	38 137	40 537	41 035
Nunavut	22 168	23 278	23 501	25 185	24 526	28 408	27 086	28 573	29 565	30 608	31 495

Sources : Institut de la statistique du Québec.

Statistique Canada, Comptes économiques provinciaux et territoriaux.

Tableau 6

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives, MRC¹ et ensemble du Québec, 2012-2013

Code	MRC par région administrative	2012 ^r \$/hab.	2013 ^p	Var. %	Code	MRC par région administrative	2012 ^r \$/hab.	2013 ^p	Var. %
Ensemble du Québec					10 Nord-du-Québec				
		26 539	26 774	0,9			25 576	25 895	1,2
01 Bas-Saint-Laurent		22 978	23 497	2,3	991	Jamésie	30 406	30 947	1,8
07 La Matapédia		21 078	21 600	2,5	992	Kativik	22 288	22 107	- 0,8
08 La Matanie		22 905	23 005	0,4	993	Eeyou Istchee ²	23 898	24 493	2,5
09 La Mitis		21 582	21 622	0,2	11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine				
10 Rimouski-Neigette		24 865	25 504	2,6	01	Les Îles-de-la-Madeleine	25 192	25 478	1,1
11 Les Basques		21 112	21 578	2,2	02	Le Rocher-Percé	21 646	21 874	1,1
12 Rivière-du-Loup		23 931	24 650	3,0	03	La Côte-de-Gaspé	23 825	24 475	2,7
13 Témiscouata		20 525	21 328	3,9	04	La Haute-Gaspésie	19 973	20 011	0,2
14 Kamouraska		22 606	22 993	1,7	05	Bonaventure	22 978	23 486	2,2
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean					06	Avignon	22 823	23 116	1,3
91 Le Domaine-du-Roy		23 709	23 762	0,2	12 Chaudière-Appalaches				
92 Maria-Chapdelaine		22 773	22 906	0,6	17	L'Islet	21 567	22 058	2,3
93 Lac-Saint-Jean-Est		24 294	24 735	1,8	18	Montmagny	22 710	23 238	2,3
941 Saguenay		25 539	25 849	1,2	19	Bellechasse	24 750	25 617	3,5
942 Le Fjord-du-Saguenay		24 540	25 058	2,1	251	Lévis	29 145	29 532	1,3
03 Capitale-Nationale					26	La Nouvelle-Beauce	25 866	25 930	0,2
15 Charlevoix-Est		23 010	23 462	2,0	27	Robert-Cliche	23 323	22 694	- 2,7
16 Charlevoix		24 028	23 944	- 0,3	28	Les Etchemins	20 628	21 358	3,5
20 L'Île-d'Orléans		32 923	31 519	- 4,3	29	Beauce-Sartigan	25 191	24 500	- 2,7
21 La Côte-de-Beaupré		28 707	29 830	3,9	31	Les Appalaches	21 819	22 500	3,1
22 La Jacques-Cartier		32 305	33 262	3,0	33	Lotbinière	24 612	24 975	1,5
23 Québec		27 536	27 891	1,3	13 Laval				
34 Portneuf		25 269	25 552	1,1			26 925	27 301	1,4
04 Mauricie					14 Lanaudière				
35 Mékinac		21 461	21 763	1,4	52	D'Autray	23 514	23 823	1,3
36 Shawinigan		21 762	22 053	1,3	60	L'Assomption	28 003	28 176	0,6
371 Trois-Rivières		24 150	24 454	1,3	61	Joliette	24 232	24 436	0,8
372 Les Chenaux		23 849	23 904	0,2	62	Matawinie	22 397	22 881	2,2
51 Maskinongé		22 733	23 000	1,2	63	Montcalm	22 269	22 837	2,6
90 La Tuque		21 276	21 550	1,3	64	Les Moulins	27 735	28 174	1,6
05 Estrie					15 Laurentides				
30 Le Granit		21 953	22 227	1,2	72	Deux-Montagnes	26 406	26 726	1,2
40 Les Sources		20 899	21 205	1,5	73	Thérèse-De Blainville	31 611	31 417	- 0,6
41 Le Haut-Saint-François		21 356	21 858	2,3	74	Mirabel	27 417	27 916	1,8
42 Le Val-Saint-François		25 050	25 246	0,8	75	La Rivière-du-Nord	24 822	25 339	2,1
43 Sherbrooke		24 259	24 556	1,2	76	Argenteuil	22 420	22 813	1,8
44 Coaticook		21 472	22 410	4,4	77	Les Pays-d'en-Haut	31 038	30 720	- 1,0
45 Memphrémagog		28 236	28 949	2,5	78	Les Laurentides	25 296	25 529	0,9
06 Montréal					79	Antoine-Labelle	21 493	21 989	2,3
		27 073	26 984	- 0,3	16 Montérégie				
07 Outaouais					46	Brome-Missisquoi	26 709	27 191	1,8
80 Papineau		22 052	22 639	2,7	47	La Haute-Yamaska	24 490	24 975	2,0
81 Gatineau		26 689	27 282	2,2	48	Acton	22 280	22 693	1,9
82 Les Collines-de-l'Outaouais		30 483	31 099	2,0	53	Pierre-De Saurel	24 542	25 013	1,9
83 La Vallée-de-la-Gatineau		21 117	21 462	1,6	54	Les Maskoutains	25 432	25 567	0,5
84 Pontiac		19 742	20 460	3,6	55	Rouville	25 953	26 723	3,0
08 Abitibi-Témiscamingue					56	Le Haut-Richelieu	26 051	26 404	1,4
85 Témiscamingue		24 526	24 716	0,8	57	La Vallée-du-Richelieu	32 042	32 352	1,0
86 Rouyn-Noranda		28 970	29 262	1,0	58	Longueuil	29 370	29 542	0,6
87 Abitibi-Ouest		25 004	25 308	1,2	59	Marguerite-D'Youville	30 990	31 014	0,1
88 Abitibi		27 447	28 144	2,5	67	Roussillon	27 644	27 975	1,2
89 La Vallée-de-l'Or		29 395	29 221	- 0,6	68	Les Jardins-de-Napierville	25 627	25 931	1,2
09 Côte-Nord					69	Le Haut-Saint-Laurent	20 650	20 622	- 0,1
95 La Haute-Côte-Nord		23 916	23 890	- 0,1	70	Beauharnois-Salaberry	24 008	24 487	2,0
96 Manicouagan		27 337	27 288	- 0,2	71	Vaudreuil-Soulanges	29 535	29 589	0,2
971 Sept-Rivières		30 830	31 060	0,7	17 Centre-du-Québec				
972 Caniapiscau		40 445	40 651	0,5	32	L'Érable	21 805	22 337	2,4
981 Minganie		29 646	29 937	1,0	38	Bécancour	24 729	24 747	0,1
982 Le Golfe-du-Saint-Laurent		23 112	23 421	1,3	39	Arthabaska	24 325	24 573	1,0
					49	Drummond	23 915	24 019	0,4
					50	Nicolet-Yamaska	23 269	23 499	1,0

1. Selon la dénomination et le découpage des MRC géographiques au 31 décembre 2013. La version géographique des MRC comprend les MRC au sens juridique et les territoires équivalents (TE) à une MRC, de même que les communautés amérindiennes et les villages nordiques situés dans le périmètre des MRC ou qui constituent des TE.

2. Nouveau toponyme officiel à venir.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Régie des rentes du Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Statistique Canada.

Tableau 7

Revenu disponible par habitant, en dollars courants, régions administratives, régions métropolitaines de recensement et ensemble du Québec, 2012-2013

Régions	Revenu disponible des ménages par habitant			Revenu primaire des ménages par habitant			Transferts courants reçus par les ménages			Transferts courants payés par les ménages		
	2012 ^r	2013 ^p	Var.	2012 ^r	2013 ^p	Var.	2012 ^r	2013 ^p	Var.	2012 ^r	2013 ^p	Var.
	\$/hab.		%	\$/hab.		%	\$/hab.		%	\$/hab.		%
Régions administratives												
01 Bas-Saint-Laurent	22 978	23 497	2,3	23 447	24 007	2,4	6 887	7 005	1,7	7 355	7 516	2,2
02 Saguenay–Lac-Saint-Jean	24 763	25 069	1,2	26 745	27 075	1,2	6 361	6 536	2,8	8 342	8 542	2,4
03 Capitale-Nationale	27 557	27 954	1,4	31 749	32 323	1,8	5 723	5 865	2,5	9 915	10 235	3,2
04 Mauricie	23 192	23 474	1,2	23 871	24 084	0,9	6 840	7 008	2,5	7 519	7 618	1,3
05 Estrie	24 260	24 673	1,7	26 000	26 486	1,9	6 268	6 411	2,3	8 008	8 224	2,7
06 Montréal	27 073	26 984	−0,3	31 283	31 408	0,4	5 728	5 805	1,3	9 938	10 230	2,9
07 Outaouais	26 318	26 915	2,3	30 956	31 799	2,7	5 088	5 223	2,6	9 727	10 106	3,9
08 Abitibi-Témiscamingue	27 781	27 997	0,8	31 288	31 586	1,0	6 114	6 226	1,8	9 621	9 814	2,0
09 Côte-Nord	28 767	28 890	0,4	32 400	32 593	0,6	6 291	6 403	1,8	9 924	10 106	1,8
10 Nord-du-Québec	25 576	25 895	1,2	24 510	24 889	1,5	6 626	6 710	1,3	5 560	5 704	2,6
11 Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	22 779	23 136	1,6	20 942	21 282	1,6	8 620	8 723	1,2	6 783	6 869	1,3
12 Chaudière-Appalaches	25 587	25 868	1,1	28 257	28 631	1,3	5 828	5 974	2,5	8 499	8 737	2,8
13 Laval	26 925	27 301	1,4	31 190	31 734	1,7	5 355	5 447	1,7	9 621	9 880	2,7
14 Lanaudière	25 840	26 189	1,4	28 863	29 287	1,5	5 763	5 893	2,3	8 786	8 990	2,3
15 Laurentides	27 291	27 484	0,7	31 139	31 416	0,9	5 602	5 713	2,0	9 450	9 645	2,1
16 Montérégie	27 845	28 115	1,0	32 251	32 639	1,2	5 494	5 628	2,4	9 901	10 152	2,5
17 Centre-du-Québec	23 835	24 029	0,8	24 937	25 186	1,0	6 383	6 479	1,5	7 485	7 636	2,0
Régions métropolitaines de recensement¹												
408 Saguenay	25 458	25 794	1,3	28 331	28 666	1,2	6 075	6 291	3,5	8 949	9 163	2,4
421 Québec	28 163	28 568	1,4	32 933	33 522	1,8	5 492	5 645	2,8	10 263	10 598	3,3
433 Sherbrooke	24 994	25 357	1,5	27 475	27 937	1,7	6 081	6 212	2,2	8 562	8 792	2,7
442 Trois-Rivières	24 386	24 652	1,1	26 106	26 325	0,8	6 488	6 672	2,8	8 208	8 345	1,7
462 Montréal	27 750	27 831	0,3	32 462	32 712	0,8	5 444	5 549	1,9	10 156	10 430	2,7
505 Gatineau ²	27 227	27 803	2,1	32 854	33 681	2,5	4 719	4 863	3,0	10 347	10 740	3,8
Ensemble du Québec	26 539	26 774	0,9	30 038	30 408	1,2	5 813	5 931	2,0	9 312	9 565	2,7

1. Selon le découpage géographique des RMR au 31 décembre 2011.

2. Partie québécoise de la RMR d'Ottawa-Gatineau.

Sources : Institut de la statistique du Québec, Affaires autochtones et Développement du Nord Canada, ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, ministère de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Science, Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, Régie des rentes du Québec, Revenu Québec, Société de l'assurance automobile du Québec, Statistique Canada.

Abréviations et signes conventionnels :

\$	En dollars
G	En milliards
M	En millions
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée
Var.	Variation
hab.	Habitant

Cette publication a été réalisée par : Stéphane Ladouceur
 Sous la direction de : Yrène Gagné
 Avec l'assistance technique de : Sophie Desfossés
 Virginie Lachance
 Danny Sanfaçon

Cartographie : Mélanie Jean
 Révision linguistique : Esther Frève

Pour plus de renseignements :
Stéphane Ladouceur
 Direction des statistiques sectorielles
 et du développement durable
 Institut de la statistique du Québec
 200, chemin Sainte-Foy, 3^e étage
 Québec (Québec) G1R 5T4
 Téléphone : (418) 691-2411, poste 3084
 Courriel : stephane.ladouceur@stat.gouv.qc.ca

Dépôt légal
 Bibliothèque et Archives Canada
 Bibliothèque et Archives nationales du Québec
 4^e trimestre 2014
 ISSN 2291-0867 (en ligne)

© Gouvernement du Québec
 Institut de la statistique du Québec

Toute reproduction autre qu'à des fins de consultation
 personnelle est interdite sans l'autorisation du gouver-
 nement du Québec.

www.stat.gouv.qc.ca/droits_auteur.htm

**Institut
 de la statistique
 Québec** 